



PAR COURRIEL

Le 23 octobre 2025

Objet : Demande d'accès aux documents – Décision

V/Réf. : Délais à la Division des petites créances et al.

N/Réf. : BSM-2025-005504

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 10 octobre 2025, laquelle se lit comme suit :

[...] Je souhaite obtenir les données entourant les délais judiciaires en nombre de jours pour les dossiers déposés aux petites créances, soit les délais entre le dépôt d'un dossier et l'audition devant un juge, à la Chambre civile de la Cour du Québec.

Je souhaite aussi obtenir les délais, en nombre de jours, pour l'obtention d'un jugement par défaut pour les demandeurs, notamment lorsque les défendeurs ne répondent pas à la poursuite ou ne se présente pas devant le Tribunal.

J'aimerais obtenir ces données par districts, pour les années 2022, 2023, 2024 et 2025 à ce jour.

Je souhaite aussi connaître le délai cible à la Division des petites créances de la Cour du Québec, pour l'année 2025.

J'aimerais aussi savoir, pour ces quatre années, quels étaient les montants maximaux qui pouvaient être réclamés aux petites créances.

Page 1 sur 5

J'aimerais aussi savoir depuis quand la médiation obligatoire, réclamée par le ministre de la Justice, est-elle en place et dans quel districts exactement. [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. En effet, vous trouverez ci-joint les statistiques demandées. De plus, conformément à l'article 13 de la Loi sur l'accès, vous pourrez consulter le délai médian cible pour la fermeture des dossiers à la Division des petites créances, en ligne, à l'adresse suivante : [Rapport annuel de gestion 2024-2025](#) (voir à la page 21). En ce qui concerne la limite monétaire de recouvrement des petites créances, elle était de 15 000\$ pour les années 2022, 2023, 2024 et 2025. Enfin, la médiation obligatoire aux petites créances, pour les dossiers de 5 000 \$ et moins, est déployée progressivement à travers le Québec depuis novembre 2023. Vous pourrez, conformément à l'article 13 de la Loi sur l'accès, consulter la liste des districts judiciaires concernés : [Médiation obligatoire aux petites créances | Gouvernement du Québec](#).

Vous trouverez ci-joint copie de l'article de loi sur lequel se fonde notre décision.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in blue ink, reading "Marie-Claude Daraiche". The signature is fluid and cursive, with the first name and last name clearly distinguishable.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 3

Chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

[...]

CHAPITRE II
ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I
DROIT D'ACCÈS

[...]

13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

- 1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;
 - 2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;
 - 3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.
- Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

1982, c. 30, a. 13; 1990, c. 57, a. 5; 2001, c. 32, a. 83; 2006, c. 22, a. 7.

[...].

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Délai médian pour obtenir un jugement au fond à la Division des petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2022 à 2025*

District	Jugements au fond prononcés par un juge ¹				Jugements par défaut ²			
	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
Ensemble du Québec	788	807	788	772	200	182	187	216
Abitibi	339	296	318	252	72	158	129	162
Alma	461	321	344	463	70	110	68	105
Arthabaska	752	814	819	781	75	76	67	98
Baie-Comeau	282	376	427	285	138	73	103	148
Beauce	899	898	806	711	135	107	121	260
Beauharnois	521	731	757	771	129	148	165	207
Bedford	520	784	750	735	151	173	169	104
Bonaventure	323	327	324	264	112	77	102	98
Charlevoix	347	276	372	399	75	115	188	s. o.
Chicoutimi	611	661	594	544	110	91	66	93
Drummond	525	516	540	512	134	126	111	136
Frontenac	306	271	335	339	73	83	103	117
Gaspé	290	310	272	213	98	105	97	148
Gatineau	692	777	732	834	351	424	284	303
Iberville	621	592	616	589	159	201	245	253
Joliette	600	763	915	902	86	65	158	188
Kamouraska	505	454	424	358	76	119	60	79
Labelle	348	342	353	330	267	254	334	365
Laval	939	1 189	1 280	1 468	253	219	176	182
Longueuil	1 133	1 304	1 268	1 248	325	374	192	183
Mégantic	201	213	242	365	104	44	112	97
Mingan	425	320	215	304	113	131	133	104
Montmagny	726	836	691	718	420	445	181	652
Montréal	956	953	864	671	273	333	286	362
Pontiac	435	426	479	s. o.	s. o.	347	524	648
Québec	788	875	1 159	1 263	379	362	478	677
Richelieu	1 155	802	556	322	468	210	324	319
Rimouski	276	266	409	350	100	90	96	110
Roberval	358	272	337	483	96	78	145	130
Rouyn-Noranda	353	234	338	330	264	281	263	220
Saint-François	443	467	492	487	77	64	83	97
Saint-Hyacinthe	758	886	888	890	197	147	125	275
Saint-Maurice	470	462	550	721	78	116	99	139
Témiscamingue	346	407	308	s. o.	163	306	478	426
Terrebonne	787	923	1 020	1 149	278	299	356	615
Trois-Rivières	574	591	625	668	230	176	228	306

1. Cette catégorie inclut aussi des jugements par défaut prononcés par un juge.

2. Cette catégorie inclut les jugements par défaut prononcés par un juge ou par un greffier.

Note : Le délai est calculé en jours calendrier entre la date d'ouverture du dossier et la date du jugement. Pour certains districts, peu de jugements ont été rendus et, par conséquent, une certaine variabilité des délais est observée d'année en année, variabilité qui doit être considérée dans l'interprétation des résultats.

* Les données pour l'année 2025 sont partielles et préliminaires au 31 août 2025.

Source : Système Plumitif M012 - Gestion des causes civiles

Date d'extraction : 2025-10-15

Délai moyen d'audition à la Division des petites créances

Par district judiciaire et ensemble du Québec

Années civiles 2022 à 2025*

District judiciaire	Délai moyen d'audition			
	2022	2023	2024	2025
Ensemble du Québec	660	708	752	690
Abitibi	128	143	93	123
Alma	374	293	508	443
Arthabaska	1 053	804	791	706
Baie-Comeau	225	179	146	157
Beauce	649	465	425	413
Beauharnois	585	685	702	757
Bedford	702	592	488	453
Bonaventure	95	159	163	159
Charlevoix	106	104	135	158
Chicoutimi	540	548	493	366
Drummond	367	376	327	380
Frontenac	190	197	284	332
Gaspé	199	237	211	182
Gatineau	657	498	600	676
Iberville	381	357	314	213
Joliette	513	786	987	935
Kamouraska	180	189	194	97
Labelle	120	176	346	251
Laval	854	1 013	1 335	1 275
Longueuil	1 183	1 343	1 203	1 141
Mégantic	121	185	291	352
Mingan	210	112	93	100
Montmagny	348	449	392	365
Montréal	665	667	635	418
Pontiac	225	158	441	180
Québec	597	866	1 066	970
Richelieu	936	516	345	226
Rimouski	81	85	214	338
Roberval	244	327	455	311
Rouyn-Noranda	55	64	73	77
Saint-François	403	458	456	428
Saint-Hyacinthe	779	570	725	1 009
Saint-Maurice	403	460	640	701
Témiscamingue	117	103	115	173
Terrebonne	1 004	1 091	975	1 041
Trois-Rivières	563	592	590	424

Note : Le délai d'audition correspond au nombre de jours calendrier entre le dernier jour du mois faisant l'objet du rapport et le premier jour disponible où tous les dossiers prêts à procéder au fond pourront être fixés. Seules les causes devant procéder au fond sont considérées et les causes procédant en cour de pratique sont exclues du calcul. Une cause est dite « prête » aux petites créances au moment de la réception de la contestation du défendeur.

** Les données pour l'année 2025 sont partielles et préliminaires au 31 août 2025.*

Source : Système d'information de gestion - M010

Date d'extraction : 2025-10-15